

et des groupes oeuvrant auprès de familles à faible revenu et assistés sociaux, soit au Centre-Ville, soit dans Hochelaga-Maisonneuve, soit au Plateau Mont-Royal, soit à Ville-roy, soit à St-Henri: cela s'appelait Ruche du Quartier, Carrefour Familial, Entraide St-Stanilas, Services familiaux Étienne Pernet, Cercle de l'Amitié, Rosamis, dont chacun était le fruit d'une multitude de dévouements isolés. Le plus souvent, ces organismes, qui étaient sous la respon-

Pour toute demande de renseignements, s'adresser à: Annette Benoit ou Béatrice Héon, 4545, rue St-Denis, H2J 2L4, tél. 282-0567.

sabilité de bénévoles engagés au nom de leur foi étaient constamment confrontés à des problèmes de dépannage qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient pas résoudre financièrement, car ils jugeaient que ce n'est pas là une solution puisqu'elle maintient une situation d'injustice. Il fallait donc trouver autre chose. Mais quoi?

Avant de rien entreprendre de définitif, l'idée est venue à Annette Benoit de faire une Recherche-Action qui permettrait de déterminer non seulement avec plus de précision les besoins réels des jeunes mères, mais tout le contexte économique, social, politique, juridique, psychologique, éthique et culturel dans lequel elles ont à affronter, presque seules, des problèmes que les meilleurs ordinateurs sont incapables de résoudre. On a donc établi un questionnaire destiné à recueillir toutes les données utiles. Six chercheurs, dont quatre diplômées, ont alors pris le temps de laisser les femmes (146) qui avaient accepté de les rencontrer, s'exprimer librement dans le sens des questions sur lesquelles on espérait obtenir des données mesurables. Ces entretiens ont été ensuite mis par écrit et les résultats compilés.

Parallèlement à cette enquête étaient poursuivies diverses actions qui s'appliquaient, à mesure, à ajuster la recherche à l'expérience. Le rapport a été achevé le 23 février 1979. Il est excellent. Il est évidemment impossible de le résumer ici.

Qu'il suffise de dire que, pour résoudre l'ensemble des problèmes qui se posent aux chefs de famille féminins et assistés sociaux, on a vu que trois ou quatre choses étaient nécessaires et solidaires:

1. Il fallait détourner les femmes du travail occasionnel au rabais et les encourager à produire elles-mêmes des objets dont la vente procurerait un surplus de revenu et un regain de dignité;

2. pour cela, les amener à travailler en atelier avec d'autres femmes, sous la direction de monitrices compétentes et de spécialistes en relation d'aide, qui leur enseigneraient à faire des choses belles et bonnes et à améliorer la qualité de leur vie de relation;

3. pour cela, créer un centre de formation d'ateliers communautaires qui coordonnerait les activités, centraliserait la production et s'occuperait d'écouler sur le marché les objets fabriqués;

4. pour cela, solliciter auprès de quelques communautés religieuses féminines engagées dans le social un fonds de financement initial.

Tout a si bien marché que les deux ventes ("Art Baz") ont rapporté les jolies recettes auxquelles nous faisions allusion en commençant. Grâce au fonds initial, les ouvrières, qui travaillaient chacune un jour par semaine à l'atelier, pouvaient recevoir tous les quinze jours leur part des profits escomptés. Une partie du problème de ces femmes était ainsi résolue.

Une partie, mais essentielle, le fil qui permet de démêler l'écheveau entier. Car les transformations "psycho-socio-économico-culturelles" sont autant sinon plus importantes. En effet, en travaillant sous la direction de monitrices et de spécialistes en relation d'aide, ces femmes, d'une part, ont pris goût au travail bien fait et même à la beauté, et elles ont pris confiance en elles-mêmes. N'étant plus isolées et apprenant à la fois à se mieux connaître et à connaître et apprécier les autres, elles se découvrent plus aptes à surmonter

leurs dépressions. En outre, elles ne sont plus passives et non-productives, et une possibilité réelle existe qu'elles soient capables de retourner sur le marché du travail, avec une autonomie accrue ou retrouvée.

Inventer de nouvelles institutions

On voit ici l'Église à l'oeuvre. Mais prenons du champ et pensons à quelques grandes institutions qui ont marqué la trajectoire de l'Église dans le passé. La paroisse est une institution qui a commencé d'exister, qui a été inventée et créée: c'était au temps du Bas Empire et du Haut Moyen Age, quand l'Église, après s'être implantée chez les "pagani" (villageois) des campagnes, a dû prendre la relève des structures municipales déficientes de l'empire romain. Plus près de nous, la généralisation des hôpitaux et des écoles a été l'oeuvre de l'Église des temps modernes, lorsque la société s'est urbanisée à nouveau et qu'il a fallu s'occuper de la masse de ceux dont les aristocraties et les bourgeoisies n'avaient cure. Mais il y a toujours des pauvres parmi nous, d'autres formes de pauvreté dont les nantis n'ont pas souci. C'est pour eux que l'Église existe et qu'elle invente d'autres institutions. Le C.F.A.C. est un bel exemple de la créativité de l'Église d'aujourd'hui et d'ici.

Mais il faut éviter qu'une oeuvre de justice distributive comme celle-là soit récupérée par les organismes publics à qui on ne peut demander qu'ils entretiennent chez leurs agents une "philosophie" de l'amour désintéressé. C'est pourquoi le peuple chrétien d'ici doit contribuer à cet avenir. Mais attention! On n'attend pas de lui surtout des dons en argent, — les pauvres ont leur fierté —, mais qu'il paie à leur juste prix les objets de qualité que des femmes fines et adroites produisent avec amour et avec art afin de vêtir leurs enfants avec décence et de leur donner une nourriture saine. Car ces femmes ont commencé de savoir que ce reste leur sera donné par surcroît, puisqu'elles sont témoins qu'il y a des fidèles de Jésus qui cherchent d'abord le Royaume de Dieu et sa justice.



RELATIONS

LE SALVADOR: UN DRAME AUX MULTIPLES ACTEURS

par André L. Pelletier

Comparé à l'Iran, à l'Afghanistan, à la Pologne ou au baseball, le Salvador tient relativement peu de place dans l'information offerte aux consommateurs de nouvelles de nos médias. Quand on en parle, on le fait le plus souvent en ne rapportant que des faits isolés ou des statistiques, par exemple le nombre de victimes lors de tel affrontement entre «extrémistes» et les forces de «sécurité», des données qui à force d'être répétées et sorties de leur contexte deviennent routinières et insignifiantes, un peu comme le bilan des morts sur nos routes après chaque fin de semaine. Mais la frustration se change en un profond désaccord quand des journalistes mal informés, mal intentionnés ou peu critiques présentent la Junte actuelle sous une image progressiste ou, ce qui est encore plus désolant, lorsque par des raccourcis simplistes ils réduisent le drame salvadorien à n'être plus qu'une série de déchirements entre groupes rivaux d'une gauche radicale sans appui populaire¹.

Le présent article n'a pas la prétention de couvrir tous les aspects de la crise très complexe qui affecte le Salvador. Plus modestement il voudrait offrir certains éléments d'analyse, à partir surtout d'une description des différents acteurs qui entrent en jeu dans ce qu'on a comparé à une partie de chasse où l'on tue les gens «comme du gibier dans une réserve». Ces acteurs sont multiples: d'abord et avant tout l'oligarchie et le peuple, puis les Forces armées, la Junte actuelle, les forces populaires qui s'organisent et qui luttent, les États-Unis et leurs alliés, et enfin cette Église pas toujours unie, qui cherche quand même à accompagner le Salvador dans sa longue et pénible marche. Cette radiographie des différentes forces en présence fournira des clés pour interpréter avec un peu plus de justesse les derniers événements signalés par les médias d'information et ceux qui viendront s'y ajouter, permettra de les situer dans leur contexte global et laissera entrevoir dans quelles lignes la situation actuelle peut évoluer dans les mois à venir.

Les deux protagonistes

Le Salvador, c'est le «Petit Poucet» de l'Amérique latine, comme aimait l'appeler jadis la Chilienne Gabriela Mistral, Prix Nobel de littérature. Son territoire national de 21 000 km², soit l'équivalent de notre Gaspésie à partir de Rimouski, en fait la plus petite république de sous-continent. Dans ce minuscule pays s'entassent près de cinq millions d'habitants, donc pas beaucoup moins que nos six millions de Québécois, ce qui lui vaut un second record, celui de la plus forte densité de population en Amérique centrale, soit environ 250 personnes par km². En elles-mêmes, indépendamment de toute théorie sur la lutte des classes, ces données laissent déjà prévoir d'éventuelles tensions. Mais si en plus le regard se porte sur la distribution de la terre, volcanique dans une proportion de 90%, alors on est en face des vraies racines de la crise actuelle. Contrairement à ses voisins, le Salvador n'a pas en réserve des terres vierges qui pourraient s'ouvrir à la colonisation, comme Olancho au Honduras ou le Péten au Guatemala: le potentiel agraire est déjà approprié et cultivé, y compris des flancs de volcans actifs. Or ces ressources sont effectivement distribuées entre deux partenaires inégaux, qui sont en fait les protagonistes principaux du drame que vit le pays. D'un côté il y a l'oligarchie; de l'autre, il y a le peuple.

Voilà plus d'un siècle, en effet, que la vie sociale et économique du Salvador est dominée par une petite élite bien définie, qu'en langage populaire et symbolique on appelle couramment «les quatorze familles», c'est-à-dire un cercle extrêmement étroit qui se maintient grâce à

1. Voir, par exemple, l'éditorial de La Presse du 29 août, «Au Salvador, la révolution traîne et... se salit».

des mariages et autres alliances, et qui compte tout au plus une couple de milliers de personnes. À lui seul ce clan possède 60% des terres, tout le système bancaire, la plus grande partie de l'industrie et reçoit la moitié du revenu national. De l'autre côté, il y a le peuple, celui qui souffre. Si plus de 200 000 paysans n'ont pas de terre, d'autres exploitent des propriétés beaucoup trop petites pour permettre une subsistance même frugale pendant toute l'année: ils doivent chercher ailleurs. Mais où? Jusqu'en 1969, plusieurs traversaient plus ou moins illégalement la frontière du Honduras, ce voisin beaucoup plus vaste et moins peuplé. D'autres montaient dans les villes, dans l'espoir de trouver un emploi dans le secteur industriel mis peu à peu sur pied dans les décennies qui suivirent la seconde guerre mondiale. Mais avec «la

FORMULE D'ABONNEMENT

un an: \$10

Veuillez trouver ci-inclus la somme de \$ pour un abonnement de année(s) à la revue RELATIONS, commençant avec le numéro du mois de 1980.

NOM:

ADRESSE:

..... code postal

8100, St-Laurent, Montréal H2P 2L9
Tél.: (514) 387-2541

guerre du football», il y a onze ans, les frontières du Honduras se sont fermées aussi bien pour les ressortissants que pour les produits manufacturés du Salvador. Aux luttes de classes et à la violence imposées par la minorité d'en haut qui ne veut rien céder correspondent les luttes de classes qui viennent d'en bas en réponse à la violence qui est imposée au peuple depuis si longtemps. De plus en plus conscientisé et de mieux en mieux organisé, comme on le verra, ce peuple apparaît à de nombreux témoins comme «le seul capable de régler sa crise» (Mgr Romero).

Le parti-pris des forces armées

Entre les deux protagonistes du drame salvadorien, il aurait fallu un arbitre impartial, un gouvernement imbu de volonté politique efficace, capable de régler pacifiquement les graves problèmes structurels du pays. Et, première condition pour y arriver, il aurait fallu des élections libres et honnêtes. Mais la toute-puissante oligarchie a préféré à l'incertitude d'une vraie compétition électorale la sécurité (pour ses intérêts) de l'autoritarisme militaire et de la corruption. C'est ainsi que le 2 décembre 1931 les Forces armées s'emparaient du pouvoir, qu'elles ont toujours exercé depuis sans aucune discontinuité, ce qui vaut au Salvador un troisième record, celui d'être la plus ancienne dictature militaire de la planète. Ce demi-siècle de domination a une histoire où des scénarios, à peu près toujours les mêmes, démontrent l'incapacité des Forces armées salvadoriennes de se hisser à la hauteur des responsabilités qu'elles se sont elles-mêmes données de façon illégale.

- Quelques semaines à peine après leur assaut du pouvoir, en janvier 1932, les militaires faisaient une alliance avec l'oligarchie, pour supprimer une révolte paysanne dans un bain de sang: 30 000 morts! Le clan des «quatorze familles» restera convaincu que telle doit être la méthode pour contenir la gauche turbulente.
- Chaque fois que des militaires jeunes et modernisants ont tenté d'imposer des projets réformistes (1948, 1960, 1979), ils se sont inévitablement heurtés aux limites que l'hégémonie du secteur oligarchique agraire et bancaire impose au développement capitaliste en excluant toute altération à la

propriété de la terre et, par là-même, tout projet impliquant une plus ample distribution des ressources et une plus grande participation politique. Leurs velléités de ne s'aliéner ni la gauche ni la droite les ont toujours placés devant une impasse: offrir des réformes avec de la répression, ce que personne n'accepte, bien sûr.

- L'illégalité militaire atteint son paroxysme avec le général Umberto Romero (aucune parenté avec l'archevêque), représentant des conservateurs les plus durs, ancien ministre de la défense, arrivé au pouvoir à la suite d'une fraude électorale en 1977. L'assassinat d'un chef d'entreprise par la gauche, peu de temps après, l'amena à imposer la «Loi de la défense et de la garantie de l'ordre public» qui censurait la presse, interdisait grèves et réunions, considérait comme illégale toute opposition au régime, autorisait les arrestations à partir de simples soupçons, supprimait les moyens légaux de défense, etc. L'ambassadeur des États-Unis alors en poste manifesta son plein accord avec ces mesures draconiennes². Il en résulta une vague de violence pire que celle que la loi voulait contenir, la terreur contribuant habituellement à augmenter la combativité populaire. C'est vraiment à partir de ce moment que se multiplièrent les attentats à la bombe, les occupations de bureaux, d'ambassades, etc, le plus souvent pour exiger la libération de prisonniers politiques. L'oligarchie et la droite en général prirent peur et eurent recours aux «services» des différentes escouades terroristes à leur solde, telles que l'Union guerrière blanche (UGB), la Main blanche (MB), la Phalange, et surtout l'Organisation démocratique nationale (ORDEN), créée en 1968 comme milice auxiliaire du gouvernement, destinée aux secteurs ruraux et dont les membres, dit-on, atteignirent plusieurs dizaines de milliers. Les partis démocrate-chrétien et social-démocrate ayant été réduits au silence, il ne resta plus qu'une seule voix, celle de Monseigneur Romero. L'impénitence du général Romero lui valut sa propre déchéance, le 19 octobre 1979.

Deux junte vouées à l'échec

Le même jour, deux jeunes colonels considérés comme progressistes, Majano et Gutierrez, s'engageaient à changer les structures archaïques du pays, à mettre fin à la répression, à hâter le retour à la démocratie, à commencer la réforme agraire et d'autres réformes. Ils s'entourèrent de trois civils de tendance modérée pour la Junte, formèrent un cabinet à même surtout les partis de centre, même s'ils durent céder aux pressions de l'oligarchie pour intégrer le ministre de la défense du régime antérieur. Ils invitèrent aussi la gauche à la confiance et à la collaboration. Or voilà qu'en moins de trois mois, cette Junte devait avouer son échec. En effet, le 3 janvier, deux des trois civils de la Junte annonçaient leur démission et, avec eux, presque tout le cabinet. Pourquoi ces démissions massives? Parce qu'aucune des promesses n'avait été tenue; la répression continuait de plus belle, l'espérance née le 15 octobre était morte, elle avait été tuée par l'oligarchie.

2. *New York Times*, 8 mai 1978, p. 1.

En moins d'une semaine, les deux mêmes jeunes colonels constituaient une seconde Junte, avec cette fois la participation de la Démocratie chrétienne qui accepta parce que, déclarèrent ses porte-parole, on voulait ainsi éviter la guerre civile. Mais au lieu de tenter de combiner changements structurels et ouverture à gauche, comme la première voulait le faire, la Junte actuelle est revenue à l'impossible modèle des militaires modernisants des décennies antérieures: des réformes, mais aussi la répression contre quiconque ose défier l'hégémonie militaire. Il y a bien quelques promesses qu'on essaie d'accomplir: les banques ont été nationalisées, même si certains se demandent en faveur de qui elles l'ont été; un début de réforme agraire a été mis en branle. Mais, en même temps, l'état de siège a été proclamé, et la répression est redevenue ce qu'elle était durant le régime antérieur: pour les neuf premiers mois de l'année en cours, plus de 6 000 morts, dont Mgr Romero, le plus connu. Voilà pourquoi, dès le mois de mars, démissionnaient à leur tour M. Hector Dada et cinq ministres du cabinet, tous de la Démocratie chrétienne. D'autres personnalités de la D.C., dont N. Duarte et Morales Ehrlich, les y ont remplacés, acceptant de jouer ainsi un jeu de marionnettes incompréhensible, au grand scandale de nombreux militants, cadres et leaders du parti qui ont quitté les rangs de la gauche. On pourrait même se demander à qui correspond quantitativement le peuple salvadorien. Duarte et Morales Ehrlich se rendent-ils compte que leur complicité avec les militaires entraîne la complicité du Venezuela et d'autres pays d'Europe avec un régime qui viole constamment les droits humains?

**“La gloire de Dieu,
c'est que les pauvres vivent”**

— Oscar Romero

Dans une telle situation, on comprend que la prestigieuse revue américaine *Foreign Affairs*, dans son numéro de l'été 1980, puisse conclure que «le Salvador n'a pas eu de gouvernement depuis les douze derniers mois, car ceux qui en principe gouvernent le pays ont depuis longtemps perdu le contrôle de leurs propres forces de sécurité et se trouvent aujourd'hui isolés»³. Dans l'incapacité de prendre l'initiative politique, la Junte a pris l'initiative militaire pendant la plus grande partie de l'année; mais, depuis la dernière grève générale, en serait-elle encore capable? Il semble que non.

Le peuple organisé et son unité

La répression a contribué non seulement à accroître la combativité populaire, mais aussi à rapprocher les différentes organisations de masse et militaires nées depuis 1970-1972, conséquence de l'échec de la voie électorale pour arriver au pouvoir et du constat de l'inaccessibilité du pouvoir pour les classes opprimées dans les struc-

3. Vol. 58, no 5, p. 1080.

tures actuelles. Ces organisations sont des fronts politiques créés à partir d'organisations spécialisées (paysans, ouvriers, étudiants, voisins, etc.) et liés à des fronts politico-militaires clandestins: d'inspiration marxiste-léniniste pour leurs analyses, modes d'organisation et genres d'action, elles visent à la construction d'une société socialiste où l'alliance ouvrier-paysan sera la force hégémonique.

La plus enracinée de ces organisations est le Bloc populaire révolutionnaire (BPR), avec ses 60 000 ou 80 000 membres, surtout paysans. Suit le Front d'action populaire unifié (FAPU), avec des effectifs fluctuant entre 8 000 et 15 000 adeptes, surtout ouvriers. On ne connaît pas le nombre de membres des trois autres organisations de masse: LP-28, MLP et UDN. Autrefois sans lien les unes avec les autres, ces organisations se sont unifiées pendant le premier semestre de cette année, plus précisément en janvier, alors qu'apparut la Coordinadora Revolucionaria de Masas (CRM). En avril, cette dernière eut des contacts avec les partis politiques de l'opposition, les grandes fédérations syndicales, les deux universités, etc. et ainsi se forma le Front démocratique révolutionnaire (FDR). Les cinq organisations militaires annoncèrent de leur côté, en juin, la création d'une Direction révolutionnaire unifiée (DRU) chargée de mettre au point les stratégies d'un plan militaire unique. Ces différentes unifications et intégrations sont vraiment la grande nouveauté dans le panorama du Salvador. Le FDR n'a pas dès lors cessé de croître au point d'englober maintenant plus de 80 organisations et de nombreuses personnalités indépendantes: on pourrait presque dire qu'il regroupe toute la population moins les militaires, la droite et la Démocratie chrétienne. De tendance plus sociale-démocrate que révolutionnaire, il s'est donné un secrétaire général dans la personne d'un ancien ministre de l'agriculture de la Junte, Alvarez Córdoba, issu du clan des «quatorze familles».

Le Front a travaillé sur le plan international, dans une grande offensive diplomatique (en Europe, en Amérique latine, au Canada, aux Antilles) qui lui a valu des appuis, comme celui des partis sociaux-démocrates d'Europe, et au cours de laquelle il a cherché à faire reconnaître l'état de belligérance au Salvador. Mais il a surtout travaillé, à l'intérieur du pays, à mettre au point la plate-forme politique qui servira après la victoire, et à préparer avec la DRU ce que sera l'offensive finale. Dans ce sens, la grève générale des 13, 14 et 15 août a été comme un test, une avant-première de ce que sera le grand coup. On sait que les médias ont parlé d'échec ou de semi-échec, parce que, a-t-on dit, les autobus ont fonctionné et les centres commerciaux ont été ouverts. Parler ainsi c'est ignorer la militarisation des transports en commun, c'est ignorer les menaces et représailles dont étaient victimes les commerçants récalcitrants. Les organisations démocratiques, quant à elles, parlent de succès sur le plan militaire, où une action commune au niveau national a maintenu les Forces du gouvernement sur la défensive en plusieurs endroits, et sur le plan tactique, où des comités de quartiers et de villages ont protégé les citoyens les plus menacés. Elles signalent également l'abstention des ouvriers et des enseignants. Les témoins les plus optimistes vont même jusqu'à donner la suprématie aux forces populaires rebelles dans l'offensive finale, pour laquelle on se prépare toujours, dans l'éventualité qu'elle... se joue entre Salvadoriens seulement.

SUITE À LA PAGE 287



Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine a reçu copie d'une lettre de l'Église bolivienne relatant les incidents survenus dans ce pays, depuis qu'un coup d'État militaire a renversé, en juillet, le gouvernement démocratique élu quelques semaines auparavant. Le communiqué rapporte que l'Église autchtone s'engage à orienter les justes demandes du peuple bolivien selon la doctrine sociale de l'Église romaine. En outre, les évêques demandent avec énergie qu'on cesse le massacre d'innocents, qu'on libère tous les détenus emprisonnés depuis le coup d'État, et qu'on restitue à l'Église l'usage de ses moyens de communication sociale. En écho à cette dénonciation du 31 juillet 1980, des centaines de chrétiens québécois, dans une lettre adressée à Monseigneur Jorge Manrique Hurtado, de La Paz en Bolivie, ont exprimé leur solidarité, leur "plus profonde solidarité et leur appui fraternel" au peuple bolivien. Ces mêmes personnes tiennent à désavouer le "silence révélateur d'une certaine complicité de la part du gouvernement canadien" face à la terreur qui sévit en Bolivie. Une fois de plus, les gestes trop réservés de nos gouvernements laissent entrevoir la vraie base de notre démocratie et suggèrent de plus en plus à l'Église universelle "que sa véritable mission à la suite du Christ exigera d'elle des gestes audacieux pour défendre et promouvoir autant de dignités humaines bafouées, emprisonnées, torturées et assassinées".

Les assistés sociaux, des travailleurs surexploités. Tel est le titre d'un document publié par le Groupe de recherche en milieu populaire (GRAP), en collaboration avec l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS) du quartier Mercier à Montréal.

"Cette brochure se veut un instrument pour mieux comprendre la réalité des assistés sociaux. Il nous a semblé essentiel de démontrer les mécanismes qui font que les assistés sociaux sont des travailleurs surexploités et d'essayer de comprendre

A lire: "Pour une Église de la miséricorde", un article de Mgr Robert Lebel, évêque de Valleyfield, paru dans la livraison du 4 septembre dernier de *L'Église canadienne*. On y aborde la difficile question de l'attitude pastorale de l'Église face aux divorcés remariés.

Après une réflexion biblico-théologique, Mgr Lebel propose quelques pistes dans le cadre actuel du rituel du sacrement de pénitence. "On ne refuse pas le sacrement, on le retarde pour laisser aux gens le loisir de se préparer et de saisir ensemble la miséricorde de Dieu et les exigences

de son appel à la perfection. (...) Il arrive aussi que ces pénitents fassent de grands progrès, qu'ils répondent à de grandes exigences; que, par exemple, des divorcés remariés vivent un second amour dans la fidélité, dans le pardon, dans l'éducation chrétienne des enfants, dans le témoignage du don de soi, du dévouement, dans l'accès à un amour vraiment oblatif. Devant ce cas, je défie quiconque de me prouver, Évangile et loi de l'Église en mains, qu'on doive toujours, en toute circonstance, refuser les sacrements."

En septembre 1977, l'Assemblée des évêques du Québec (AEQ) adoptait une série d'articles concrétisant sa politique sociale à l'égard des conditions de travail réservées aux employés de soutien des évêchés (cf. *L'Église canadienne*, vol. XII, No 22, 30 août 1979). Depuis, quelques diocèses se sont prévalu de cette entente. Mais dernièrement, nous apprenions qu'un pas de plus venait d'être franchi: il s'agit des employés permanents (secrétaires et agents pastoraux) de l'évêché de Trois-Rivières qui, le 30 juin 1980, ont signé une convention collective pour une période de deux ans. Regroupant trois hommes et quatre femmes, la nouvelle "Association des laïcs du centre diocésain de Trois-Rivières" est un syndicat autorisé, mais non affilié. Cette initiative vient des employés eux-mêmes; ils ont pris la décision de signer les formules d'adhésion syndicale et d'aller négocier les termes de leur contrat de travail avec leur employeur. En toute bonne foi et avec le temps d'adaptation requis, les deux parties se sont entendues à propos de leurs nouvelles conditions de travail. Ce précédent saura-t-il inspirer d'autres travailleurs "d'Église"?

Les citoyens du Plateau Mont-Royal, l'un des centres les plus peuplés au Québec, se plaignent de la pollution causée par l'incinérateur municipal des Carrières depuis 1971. Ils en ont assez de risquer leur santé et de laver fenêtres et planchers tous les jours. Entre temps, la Communauté urbaine de Montréal (CUM) cherche à être exemptée des règlements provinciaux régissant la pollution de l'air.

Dans une conférence de presse, la Société pour vaincre la pollution (SVP) en concertation avec le journal *Liaison St-Louis* a exposé les dangers des fumées toxiques (acide chlorhydrique) et la pollution du bruit, dangers que les résidents qualifient d'intolérables: lorsque le temps est humide, les citoyens respirent des odeurs de fumée comme s'il y avait un incendie dans les environs.

Jusqu'à présent, la Ville de Montréal a nié l'existence d'une telle pollution. Mais le rapport de la compagnie A. Gordon Ltée, préparé en 1979 pour la CUM, confirme les plaintes des résidents. Pourtant la CUM prétend que les problèmes financiers pour remettre l'installation des équipements anti-pollution à 1984. La SVP maintient que si la CUM vendait la vapeur produite par la combustion de l'incinérateur, cela pourrait lui rapporter environ \$7 millions par année, une somme suffisante pour installer le meilleur système anti-pollution. — Nadia Azer

Que les États-Unis cessent d'envoyer de l'aide aux gouvernements des pays du tiers-monde serait ce qu'ils peuvent faire de mieux pour mettre fin à la pauvreté et à la faim dans le monde. C'est ce qui ressort de *Aid as Obstacle*, une étude publiée par le IFDP (Institute for Food and Development Policy) de San Francisco. Les auteurs soutiennent que cette aide ne sert qu'à soutenir l'actuel système politique et économique. Un exemple: aux Philippines, "l'accroissement de l'aide américaine est allée de pair avec l'accroissement de l'appauvrissement et de la répression du peuple".

Aid as Obstacle est disponible, pour \$4,95 US, à l'IFDP, 2588 Mission, San Francisco, CA, 94110, U.S.A.

LE SALVADOR

SUITE DE LA PAGE 285

L'ingérence américaine

La grande question en suspens concerne l'ingérence américaine: elle existe déjà, mais comment va-t-elle évoluer? Le Salvador comme tel n'a pas beaucoup d'importance aux yeux des investisseurs américains: sa valeur lui vient de son insertion dans une région à bon droit reconnue comme stratégique et vitale pour la défense des États-Unis et du continent en général. Il suffit de signaler la frange transversale du Nord au Guatemala, le pétrole de Belize, l'uranium du Honduras, un éventuel nouveau canal à Panama et la révolution sandiniste au Nicaragua. Tous ces motifs suscitent un intérêt nouveau à Washington. On comprend qu'on y mette le prix. On comprend également que les États-Unis veuillent sauver la Junte à tout prix, indirectement en essayant de diviser le FDR, directement par une aide économique et militaire.

Dès le printemps, \$50 millions ont été prêtés à titre d'aide économique. Depuis, le ministère de Planification du Salvador a fait des démarches, avec l'appui du State Department, pour des emprunts aux montants astronomiques auprès de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et du Fonds monétaire international.

Également au printemps, \$5 millions ont été octroyés par les États-Unis à titre d'aide militaire. L'administration avait boycotté des prêts au régime Romero à cause de son mépris pour les droits humains, mais elle a maintenant moins de scrupules pour aider la Junte qui n'agit pas mieux. Pour l'Amérique centrale et les Antilles, les crédits militaires américains furent de \$3 millions en 1979, sont de \$15 millions cette année et monteront à \$23,3 millions en 1981.

Mais il n'y a pas que les dollars. Un ancien ministre a révélé au cours de l'été que 35 experts militaires américains dirigent les opérations de répression; ils sont entrés à titre de techniciens des appareils destinés à dé-

tecker les foyers de guérilla. Plus récemment, un journaliste mexicain a parlé de 200 instructeurs américains présents dans les divers régiments salvadoriens. Il affirme même que le principal conseiller de la Junte pour l'application de la réforme agraire est l'Américain Roy Prosterman qui, avec William Colby, ancien directeur de la CIA, a dirigé l'«Opération Phoenix» au Vietnam; cette manoeuvre consiste à encercler une zone et à la raser sans y laisser âme qui vive pour ainsi exterminer tout foyer possible de guérilla. Dans le nord-est du Salvador, de telles opérations sont en cours, dans le cadre de la prétendue réforme agraire.

Si de tels moyens n'atteignent pas leur but, les Américains passeront-ils à d'autres étapes? Il le semble. On parle beaucoup d'interventions indirectes, par les Forces armées du Honduras et du Guatemala, avec l'appui possible de Costa Rica, du Venezuela et de la Colombie. Dans cette hypothèse, que feront Cuba et le Nicaragua? On a appris que 5000 somocistes s'entraînent au Honduras: dans quel but? Mais on évoque aussi la possibilité d'une intervention militaire directe des États-Unis, selon l'évolution de la scène internationale. Il y a aussi la campagne des élections présidentielles américaines qui laisse en suspens certaines décisions lourdes de conséquences. Le destin du «Petit Poucet» passera-t-il par celui de David devant Goliath?

L'Église des pauvres

Plongés dans ce drame, les chrétiens ne jouissent d'aucune situation spéciale et n'ont pas de solution faite d'avance. Comme les autres secteurs du peuple salvadorien, ils sont soumis à la répression, répression qui s'est accrue depuis la mort de Mgr Romero. Plusieurs prêtres, religieux et religieuses sont considérés comme subversifs et accusés de promouvoir le communisme. Il devient dangereux d'aller à l'église et d'assister aux réunions des communautés. On voit la distance qui sépare des catholiques qui iraient à la messe pour éviter le péché mortel et ceux qui y vont malgré le risque mortel! Dans le sang et l'espérance, cette Église des pauvres ne prépare-t-elle pas un nouveau printemps pour l'humanité et pour l'Église universelle?

NOUVEAUTÉ

ESSAIS SUR LA CONSTITUTION

par Me Gérard A. Beaudoin

L'auteur aborde les problèmes de l'heure dans le contexte actuel de l'histoire accélérée: référendum, sécession, autodétermination, rapport Pépin-Robarts, fédérations et confédérations, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, droits fondamentaux, droits linguistiques, pouvoir d'urgence, environnement, rapatriement et pouvoir d'amendement de la Constitution.

14 x 23 cm., 424 pages

Prix: \$12,00

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir exemplaires de "Essais sur la constitution"

Nom

Adresse

Ci-inclus mon chèque ou mandat de poste

Les chèques ou mandats de poste doivent être faits à l'ordre des Éditions de l'Université d'Ottawa

ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA 65, avenue Hastey, Ottawa, K1N 6N5